

Le Courrier des États-Unis,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE,

VOL. II.

MERCREDI, 20 JANVIER, 1830.

NO. 57

FRANCE.

PARIS, 1^{er} décembre.

Le *Moniteur* publie aujourd'hui un rapport fait au Roi par le ministre des finances, duquel il résulte qu'au 1^{er} janvier 1814, les ministères des finances et du trésor réunis présentaient un effectif de 1,528 personnes et une dépense de 4,893,345 f., lequel nombre a été successivement réduit à 867, coûtant 2,662,700 f. A la suite de ce rapport, le ministre propose de réduire encore ce nombre à 723 employés de tout grade, et le montant de leur traitement à 2,343,500 f. Ce projet a été adopté par S. M.

EMPRUNT DE 80 MILLIONS.

Le *Moniteur* contient une ordonnance du roi relativement à l'adjudication de l'emprunt de 80 millions de rentes. 4 pour cent. Le *Constitutionnel* à cette occasion fait les observations suivantes :

Les dépenses extraordinaires que les ministres des affaires étrangères, de la guerre et de la marine ont été autorisés à faire en 1827, 1828 et 1829, pour l'occupation de l'Espagne, l'expédition de Morée, le blocus d'Alger et l'accroissement effectif de l'armée, s'élèveront, à la fin de 1829, à un total de 96,994,490 francs.

Jusqu'à présent il a été pourvu à ces dépenses par des émissions de bons royaux, et par les autres moyens de service qui constituent la dette flottante ; mais ces ressources ne sont que temporaires, et le ministre des finances, pensant que le moment est venu de couvrir le trésor de ses avances, et de négocier l'emprunt de 80 millions autorisé par la loi du 19 juin 1828, en a fait la proposition au Roi dans un rapport qui est inséré au *Moniteur* d'aujourd'hui. Ce rapport est suivi d'une ordonnance du Roi portant en substance que le 12 janvier prochain, il sera procédé publiquement, au ministère des finances, à la vente et adjudication, au plus offrant, d'une somme de rentes quatre pour cent, destinée à produire un capital de 80 millions de francs, jouissance du 22 mars prochain, et que l'adjudicataire versera le capital susdit au trésor royal par huitièmes de mois en mois, à commencer le 10 février prochain, pour finir le 10 septembre suivant. Le reste de l'ordonnance prescrit l'observation des formalités d'usage en pareil cas.

Extrait du *Constitutionnel* du 4 décembre.

MANIFESTE DU MONITEUR.

A sept heures du soir, nous avons reçu de M. Mangin, préfet de police, l'ordre d'insérer cet article :

« On ne peut rien concevoir d'audacieux et de mensonger que certains journaux n'aient imaginé depuis quelques jours pour égarer l'opinion publique ; ils prétendent gratuitement aux ministres les intentions les plus coupables, les projets les plus insensés. Mais, parmi tous les chefs d'accusation qu'ils accumulent contre le ministère, en est-il un qui soit fondé ? En attaquant le gouvernement, articulent-ils la seule fait ? non, ils se renferment dans des suppositions ; ils ouvrent carrière à toute la haine que leur inspire un ordre de choses qui protège les peuples contre le retour d'une tyrannie sans le poids de laquelle la France a gémi si long-temps.

« La raison publique ne se méprend pas à ces démonstrations hypocrites. Le peuple connaît aujourd'hui ses amis et ses ennemis ; le masque tombe devant son bon sens ; il se lasse de ces éternelles levées de boucliers contre des fantômes, il se demande les motifs de cette guerre insidieuse qui pousse ses attaques jusque sur les marches du trône, et met en question l'exercice libre et spontané de la prérogative royale. Ce peuple s'éclaire chaque jour, et ses souvenirs lui font entrevoir le piège dans lequel on veut le faire tomber ; chaque jour il manifeste son amour pour ses princes et son entière confiance dans son Roi. S'il conserve de justes défiances, c'est contre ces prétendus organes de l'opinion publique qui, plus d'une fois déjà, l'ont égaré.

« D'ailleurs, de quels intérêts se prétendent-ils les défenseurs ?

« De la tranquillité publique ? Eux seuls cherchent à la troubler.

« De l'exécution pleine et entière de notre loi fondamentale ? Eux seuls ils l'ont reniée, et ils la renieraient encore.

« De la prospérité du commerce, du développement du crédit public ? Ils cherchent à en arrêter les progrès enropageant de coupables inquiétudes.

« De l'honneur et du bien-être de l'armée ? Ils lui disputent l'héritage de gloire que lui ont laissé ses devanciers et s'indignent des bienfaits que le roi répand sur elle.

« De l'indépendance des tribunaux ? Jamais la justice n'a été rendue d'une manière plus impartiale.

« Des droits de la presse ? Leurs excès ne prouvent-ils pas à la France que la licence ne connaît plus de borne ?

« Des libertés publiques ? Déjà elles ont succédé sous leurs coups ; elles périraient encore s'ils parvenaient à usurper le pouvoir.

« Malgré leurs séditions clameurs, les ministres dévièrent pas de la ligne que leur tracent l'honneur et le devoir ; ils se montreront dignes du prince qui les a choisis ; ils connaissent son inébranlable volonté de consolider les institutions octroyées par son auguste frère. La charte est pour la France un gage de paix, et pour la maison de Bourbon, un monument

de gloire : les ministres affermiront les libertés qu'elle consacre ; ils sauront faire respecter les droits de la couronne. »

PARIS, 11 décembre.

Le *Drapeau Blanc*, journal ministériel contient l'article suivant :

Une plus longue indulgence pour l'opinion de ces gens-là, (le parti anti-ministériel) serait, aux yeux de nos amis comme de nos ennemis un symptôme de faiblesse et même de lâcheté. Le faible et le lâche ne peuvent s'allier en France. La crise approche à grands pas. Elle est inévitable : il faut qu'elle soit prompte et salutaire. Les journaux jacobins affectent de répéter que le ministère désire l'éviter en se retirant. Ils mentent, et ils trompent leur parti. Les ministres sont prêts et décidés. Ils sont d'autant plus calmes qu'ils sont résolus. Ils attendent l'attaque de pied ferme ; ils ne veulent point battre la charge. La question de majorité dans les chambres n'est plus pour eux qu'un projet insignifiant, abandonné aux déclamations de cafés et aux parleurs de salon. Les ministres déclarent hautement (et nous prenons plaisir à répéter leur pompeuse déclaration) que s'ils obtiennent la majorité ils s'en serviront pour sauver le trône, mais que s'ils ne l'obtiennent pas, ils s'en passeront et sauveront encore le trône sans elle. Comptant sur l'appui du roi et l'aide des royalistes (qui n'attendent que le signal). Les ministres doivent trouver dans la Charte elle-même les moyens de l'arracher des mains des factions qui voudraient la détruire, parce qu'elle est l'œuvre et le soutien de la monarchie.

Qu'ils persévèrent dans cette noble et courageuse résolution et ils verront se joindre à eux, non-seulement la majorité, mais même la presque unanimité des Français. Mais quelle est donc cette prétendue majorité *délirante* qui voudrait non-seulement traiter avec le trône comme de puissance à puissance, mais même dicter des lois à la loi vivante — la source de toutes les lois — la royauté. De quels individus se compose-t-elle, cette majorité ; de républicains sans conscience, de démagogues sans disciples, de généraux sans soldats, et ils osent s'appeler les représentants de l'opinion publique, l'organe de la nation. La France ne reconnaît que le Roi comme représentant immortel. La parole du roi, seule, est l'expression des sentiments, des vœux, des besoins et des intérêts du peuple. La majorité ! c'est le roi.

PARIS, 16 décembre.

M. le Chancelier Dambray est mort le 13 à sa terre de Montigny près Dieppe, d'une maladie dont il avait déjà éprouvé plusieurs atteintes.

— Le bruit court à Vienne que S. M. l'Archiduchesse Marie Louise est malade à Parme.

— 17 décembre. — M. Pastoret, vice-président de la Chambre des Pairs, est nommé Chancelier de France, en remplacement de M. Dambray. Par suite de cette nomination, la place de vice-président serait supprimée.

— M. le duc de Montebello, pair de France, est de retour à Paris du long voyage qu'il vient de faire en Amérique.

— 18 décembre. — M. Syriès de Mayrinac, a été nommé directeur de la police-générale et de personnel au ministère de l'intérieur.

BOURSE DE PARIS DU 18 DÉCEMBRE.

EFFETS PUBLICS.

5 p. 100, j. du 22 sept. 108f 80 75 80 70.

F. c., 1^{er} c. 109f 20 ; 2^e, 109f 00.

4 1/2 p. 100, j. du 22 sept., 100f 60.

3 p. 100, j. du 22 déc., 84f 70 75 70 60 65 55.

F. c., 1^{er} c., 84f 95 ; 2^e, 84f 75.

Actions de la Banque. 1905f.

ANGLETERRE.

Une lettre particulière de Londres nous annonce que le vice roi d'Irlande, qui sent que sa position devient de plus en plus critique, a manifesté l'intention de quitter son gouvernement. Le duc de Wellington est fort embarrassé pour lui trouver un successeur, du moins c'était le bruit de la bourse ; on ajoutait que sept lords avaient déjà refusé ces hautes fonctions. La nouvelle organisation, mise sur pied par O'Connell, prend de la force tous les jours, et autant la charge de vice-roi était agréable quand l'île était tranquille, autant elle devient pénible maintenant qu'il faut lutter contre l'opinion de la nation.

Le *Morning Herald* a publié par plaisanterie une proclamation de Daniel, premier roi d'Irlande (c'est-à-dire O'Connell) ; elle a produit un mauvais effet sur l'esprit public. M. Peel surtout en a été fort irrité.

LONDRES, 5 décembre.

(Lettre particulière.)

Nos ministres ont abandonné les poursuites contre M. Lawless en Irlande, et ils ont tout fait pour gagner ce patriote irlandais. Leurs démarches ont été infructueuses. M. Lawless est un homme intègre, et différent de M. O'Connell, qui, sous le masque du patriotisme et du catholicisme, cache une ambi-

tion sans bornes et un amour de tyrannie et d'obscurantisme, qu'il a sué à l'école des jésuites, auxquels il est dévoué.

On assure que, poussé par le parti-prêtre, O'Connell a vraiment l'intention de fomenter la guerre civile en Irlande afin de pouvoir organiser un nouveau gouvernement.

Il paraît que les ministres ont trouvé un successeur au vice-roi d'Irlande, et que le duc de Wellington doit soumettre ce choix à l'approbation de S. M. mardi. S'il faut en croire les bruits qui courent, ce serait de nouveau le marquis d'Anglesea qui deviendrait le pacificateur de l'Irlande.

On a parlé il y a quelques tems, dit le *Courier*, de l'empoisonnement d'une partie de la garnison de Madère ; le gouverneur et le 13^e régiment, qui a été victime de cette action atroce, sont rappelés à Lisbonne, d'où on doit expédier pour Madère un nouveau commandant et d'autres troupes. Il paraît que le gouverneur est fortement soupçonné d'avoir pris part à cet empoisonnement.

L'escadre migueliste de Terceira a été dispersée par un coup de vent. Un navire anglais, qui avait été capturé par cette escadre, a profité de cette circonstance pour s'échapper avec quelques soldats portugais qu'on avait mis à bord. Il est probable qu'on les conduira à Gibraltar ou en Angleterre.

La misère du pays fait des progrès effrayants, et les moines font revivre d'anciennes exactions féodales qui sont devenues intolérables. A Cadmia, près Coimbre, on en est venu aux mains à ce sujet. Un premier détachement de troupes payé par les moines, a d'abord été repoussé par les habitants, mais un bataillon entier de chasseurs s'étant présenté, force a été aux habitants de céder.

LONDRES, 8 décembre.

On ne rappelle de la Méditerranée qu'une frégate et trois corvettes ; le reste de l'armée navale y restera. Ce fait prouve que les ministres ne sont pas bien certains que la dernière guerre n'amènera pas des résultats importants.

(*Morning Chronicle.*)

LONDRES, 10 décembre.

PARLEMENT.

Hier, la chambre des lords siègea, conformément au décret de prorogation. Le lord chancelier, le comte de Rosselyn et lord Melville prirent place sur le *Woolsack* des commissaires de sa majesté. Le député huissier du *black rod* eut ordre de sommer la présence des communes. Aussitôt que les secrétaires et autres officiers de cette chambre se furent présentés à la barre, la commission de sa majesté pour proclamer une nouvelle prorogation du Parlement fut lue. Après quoi, le lord chancelier déclara que le Parlement était prorogé à compter de ce jour jusqu'à jeudi 4 février prochain. Beaucoup d'étrangers étaient présents à cette cérémonie.

LONDRES, 10 décembre.

(Correspondence particulière.)

On assure que tout est arrangé en Orient, et de manière à ne pas inquiéter la tranquillité générale, aussi l'empereur Nicolas, qui n'était jusqu'à ce moment qu'un ambitieux et un usurpateur, est devenu tout à coup un modèle de souverain. Il y a eu cependant des transactions qui, dans toute autre circonstance, auraient pu déplaire ; mais notre cabinet, faisant de nécessité vertu, est disposé à n'y opposer aucune entrave. Il n'en est pas de même de la Grèce ; il ne veut pas absolument qu'elle soit sous l'influence directe de la Russie ; il faut qu'on en fasse une monarchie chrétienne, ou qu'elle passe sous le protectorat de l'Angleterre. Depuis deux mois on travaille beaucoup à cette affaire, et les agents anglais en Grèce se donnent beaucoup de mouvement pour parvenir à leur fin. Nos ministres comptent sur les cabinets de Vienne et de France ; aussi apprendraient-ils avec douleur le renversement du ministère Polignac. Quant au prince de Metternich, après avoir été pendant long-tems sourd à toutes nos demandes, il commence à se relâcher, et il a, dit-on, donné l'assurance qu'il n'entraverait plus la politique de notre cabinet.

ESPAGNE.

MADRID, 21 novembre.

On fait courir des copies de l'amnistie qui doit être accordée à l'occasion du mariage du roi. Elle est illusoire, en ce qu'elle exclut les chefs de la révolution de l'île de Léon, c'est-à-dire tous les militaires qui, sans avoir été positivement chefs, pourrout déplaire au gouvernement, par quelque motif que ce soit. Elle exclut aussi les individus qui firent décider le roi, le 7 mars 1820, à accepter la constitution, c'est-à-dire les grands d'Espagne, les hauts fonctionnaires de l'état et une multitude de chefs de corps et d'habitants notables qui ont pris part à cet événement ; enfin, elle excepte les députés aux cortès de Séville qui ont voté pour la déposition du roi, et on sait qu'un grand nombre ont voté pour cette résolution. Il est donc certain que l'amnistie n'ayant pas nommé les individus, mais seulement les classes, on en exclura tous ceux qui déplairont ; on trouvera bien le moyen de les mettre dans une des classes spécifiées ci-dessus.

MADRID, 29 novembre.

[Correspondance particulière.]

S. M. C. a demandé de l'argent aux évêques, aux chapitres et aux supérieurs des couvens, pour les frais de son mariage ; mais les chanoines et les chefs du clergé séculier et régulier ont répondu que leur caisse était vide, parce que le peuple avait été si gâté par les constitutionnels, qu'il ne voulait plus payer par les dîmes.

En conséquence, notre ministère a expédié des circulaires pour exhorter le peuple à payer les dîmes au clergé. C'est de cette manière que cette affaire est parvenue à la connaissance du public.

Si le roi Ferdinand, dit le *Times* du 3 décembre, avait réellement eu l'intention de pardonner à ceux de ses sujets qui ont eu la gloire de combattre son despotisme, et dont la seule erreur est d'avoir ajouté foi à ses paroles, il n'aurait pas attendu sept ans pour découvrir qu'ils avaient des droits à son pardon ; il n'aurait pas permis que les hommes les plus éclairés de sa nation oubliassent presque leur patrie dans des pays étrangers. Cette amnistie est un prétexte pour tromper les autres gouvernemens, ou un piège tendu à ses sujets constitutionnels. Elle ne sera probablement ni exécutée, ni acceptée.

ITALIE.

MODÈNE, 1^{er} décembre.

M. de Ribeaupierre, ancien ambassadeur de Russie à Constantinople, est parti le 28 novembre pour aller reprendre dans la capitale de l'empire ottoman ses hautes fonctions diplomatiques.

MILAN, 8 décembre.

On assure que vers le commencement de l'année 1830, toutes les garnisons autrichiennes des principales villes du royaume lombardo-vénitien seront renouvelées. Il paraît qu'on craint de laisser trop long-temps en Italie les mêmes soldats, qui commencent à se familiariser avec les habitans du pays, et qui n'inspirent plus cette terreur salutaire dont l'Autriche a tant besoin pour faire respecter ses lois humaines et divines, et rendre le peuple heureux malgré lui. On prétend aussi que cette mesure a été réclamée par le conseil aulique, qui voudrait faire passer en Italie quelques régimens hongrois, qui, dans leur pays, ne sont pas d'une grande utilité à M. de Metternich.

A Cremona, Pavie, Verone et Venise, on redouble d'activité pour pénétrer les secrets de la haute classe, et les étudiants sont aussi surveillés avec le plus grand soin.

Les débordemens de presque toutes nos rivières ont plongé dans la plus profonde misère un grand nombre d'habitans de la campagne. Il est à craindre, si le gouvernement ne prend pas des mesures pour les secourir, qu'il n'éclate des troubles.

AUTRICHE.

VIENNE, 2 décembre.

La mort du prince Victor de Metternich a fait une profonde impression sur son père le grand chancelier : il a été tellement affecté de ce malheur qu'il en a été fort indisposé. Cependant, il a reçu ce matin plusieurs diplomates étrangers, ainsi que le prince Léopold de Naples. Les partisans de l'oppression et de l'obscurantisme ont vivement déploré la perte de ce jeune homme, auquel ils destinaient déjà la succession politique de son père.

VIENNE, 7 décembre.

Dans tous les cercles de notre capitale on parle de la retraite des affaires publiques de M. le prince de Metternich. Il paraît que le grand-chancelier, qui, jusqu'à présent, a été insubmersible à toutes les contrariétés et à toutes les clameurs publiques, frappé de la mort du Prince Victor, son fils, dans ce qu'il avait de plus cher, a résolu de quitter les affaires. On assure que S. Exc. a manifesté ce désir à plusieurs diplomates qui sont allés le voir ces jours derniers pour le consoler de cette perte prématurée.

L'empereur, averti de l'intention de M. de Metternich par l'archiduc Charles, a dit que les talens et les services du grand chancelier lui étaient maintenant plus que jamais nécessaires, et que si le prince de Metternich donnait sa démission, elle ne serait pas acceptée.

POLOGNE.

VARSOVIE, 19 novembre.

Il est évident que la Porte, quelle que soit sa bonne volonté, ne sera jamais en état d'acquiescer les contributions de guerre qui lui sont imposées. On a parlé, il est vrai, de cessions territoriales en Asie ; mais l'agrandissement de la Russie de ce côté doit donner de l'ombrage à l'Angleterre, qui craint pour ses possessions des Indes, dont les Moscovites se rapprochent.

Il est donc question d'une autre proposition qui accommoderait toutes les puissances, et dont résulterait pour la Pologne un très-grand avantage.

La Porte céderait à la Russie les principautés cis-danubiennes, en toute propriété et souveraineté. Cette puissance, cependant, n'en garderait pas la possession ; mais elle les rétrocéderait à l'Autriche, qui, en échange, mettrait à la disposition de l'empereur Nicolas ses provinces polonaises, pour les réunir à son royaume de Pologne, proprement dit.

L'Autriche perdrait à l'échange, sous le rapport du nombre d'âmes ; mais, en revanche, elle fortifierait, par l'acquisition de la Moldavie et de la Valachie, ses frontières militaires vers l'est, tandis que le royaume de Galicie se trouve, dans l'hypothèse d'une guerre avec la Russie, exposé à l'invasion d'une armée ennemie. De plus, l'Autriche y gagnerait, relativement

à son commerce du Danube, ce fleuve lui offrant désormais des débouchés sûrs pour les riches productions de la Hongrie et des provinces adjacentes.

Nul doute que les grandes puissances de l'Europe ne trouveraient rien à redire à un tel arrangement, par suite duquel l'Autriche deviendrait leur véritable boulevard contre le colosse du Nord. Elles retireraient d'ailleurs de grands avantages de la restauration éventuelle de la Pologne, qui, par cet agrandissement de territoire, se rétablirait sans secousse violente. Néanmoins, et malgré toutes les raisons qui militent en faveur de l'exécution de ce projet, il est impossible d'en garantir la réalité ; il flatte trop agréablement les espérances des Polonais pour qu'ils ne soient pas disposés à y ajouter peut-être plus de foi que réellement il n'en mérite.

RUSSIE ET TURQUIE.

PETERSBOURG, 28 novembre.

La plus grande activité règne dans les chancelleries des affaires étrangères et du département de la guerre. Des courriers arrivent tous les jours ou partent pour se diriger dans toutes les directions, soit de l'empire, soit de l'étranger.

Le bruit se soutient que, non-seulement les maréchaux Paskewitch et Diebitsch, mais encore d'autres généraux des plus distingués de l'armée, ont reçu ordre de se rendre dans cette capitale, pour y assister à un grand conseil d'état, où plusieurs questions de la plus haute importance et surtout relatives à la nouvelle organisation que l'armée va recevoir, seront discutées. Le grand-duc Constantin est aussi attendu dans cette capitale avant la fin de l'année.

A l'exception des régimens de la garde, qui sont en route pour revenir ici, il n'est pas encore question du mouvement des troupes qui vont rentrer dans leurs cantonnemens de paix. Tous les corps qui ont fait partie de l'armée active doivent prendre, dit-on, leurs quartiers d'hiver dans les provinces turques qui restent provisoirement occupées par nous, et l'on prétend que ces corps continueront à recevoir de temps en temps les renforts nécessaires pour les tenir au grand complet.

CONSTANTINOPLE, 5 novembre.

Le grand sujet de discussion à Péra était la nouvelle cession de territoire. Elle a été proposée par la Porte à la Russie en échange, soit partiellement ou in-toto, des contributions militaires que le trésor du Sultan se trouve dans l'impossibilité de payer. Cette cession de territoire comprendrait, en Asie, un district s'étendant vers l'ouest jusqu'à environ cinq milles d'Erzeroum, c'est-à-dire la plus grande partie de l'Arménie Turque. On y parlait surtout de la Moldavie et de la Valachie qu'on considère comme à peu-près perdues pour la Turquie ; mais qu'on soupçonne la diplomatie européenne disposée à placer entre la Russie, la Turquie et l'Autriche comme le sont la Bavière et le Piémont entre ces dernières puissances et la France.

Le Sultan se propose sérieusement de porter ses troupes régulières jusqu'à 100 bataillons d'infanterie, mais on doute qu'il puisse trouver des serviteurs assez zélés pour l'aider à exécuter ce grand projet. Des 68 bataillons d'infanterie qu'il avait au commencement de la guerre, plus de la moitié se trouve anéantie et les bataillons restans ont tout au plus conservé leurs cadres.

On observe toujours une grande activité dans les arsenaux ; plusieurs bâtimens chargés de bois de construction et autres matériaux pour la marine étaient arrivés. On dit aussi qu'un célèbre officier de la marine anglaise était attendu et qu'il devait aider le Capitan-Pacha dans la nouvelle organisation que le sultan se propose de faire dans sa marine.

CONSTANTINOPLE, 10 novembre.

Le comte Diebitsch était encore dernièrement à Andrinople et ne partira que dans la dernière quinzaine de ce mois. Le pacha de Scutari fait cantonner ses troupes dans les environs de Philippopolis. La misère y est portée au plus haut degré, et plusieurs villages de la province en sont venus aux mains avec les Albanais qui se permettaient les plus grands excès. La nouvelle du dernier combat livré en Asie, a fait une profonde impression sur le sultan, dont les dispositions mentales donnent en général beaucoup d'inquiétude. Il y a quelques jours, plusieurs bâtimens marchands grecs, avec pavillon grec, ont passé dans le grand canal, pour entrer dans la mer Noire. C'était un spectacle fort extraordinaire pour les Turcs.

MOLDAVIE. — Des Frontières, 24 novembre.

L'élection de l'hospodar ne paraît pas éloignée, et on dit à ce sujet que le grand-seigneur a envoyé à l'empereur de Russie une liste de personnes qu'il croit propres à remplir ces hautes fonctions, avec prière de désigner, d'après cette liste, l'hospodar futur.

On paraît ne plus penser en Pologne à la convocation de la diète cette année. On attend le grand-duc Constantin à Varsovie au commencement du mois prochain.

Giurgewo a été évacué le 15 novembre, et livré aux Russes ; la garnison russe a été reçue avec enthousiasme. Le 27, les troupes turques doivent s'embarquer pour Rutschuck. Les nouvelles de l'Asie mineure annoncent que l'insurrection qui a éclaté dans divers districts prend un caractère de plus en plus grave. On a des craintes pour Smyrne.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK.

Au moment de mettre sous presse, l'arrivée du *Napoléon* nous apporte nos journaux de France jusqu'à la date du 19 décembre. Le peu d'espace qui nous reste, nous oblige à renvoyer au prochain numéro les remarques que nous avions l'intention de faire. Le *Times* rapporte que l'ouverture des

Chambres devait avoir lieu le 12 de février. Il n'y avait encore en aucun changement dans le ministère français, et la fermentation politique paraissait avoir redoublé de violence.

L'empereur de Russie était en pleine convalescence.

(Article communiqué.)

OBSERVATIONS SUR LES COLONIES FRANÇAISES.

No. II.*

DU CLERGÉ DES COLONIES.

Nous avons dit, dans un article précédent, que, dans un pays habilement et fortement constitué, les constitutions doivent tendre à réunir toutes les forces morales et politiques, pour les conserver, le faire prospérer, et s'opposer au développement des ferments de destruction qu'il peut renfermer dans son sein. La religion, la première des institutions, qui peut seule suppléer à toutes les autres, parce qu'elle érige en devoirs et en préceptes, toutes les idées d'ordre, de justice, de fidélité, de bien public ; qui en conséquence est le plus ferme soutien des lois, des mœurs, de la paix dans les familles et de la tranquillité dans un état, et qui en outre, par l'auguste majesté de son culte, peut faire une si forte impression sur les sens et l'esprit des hommes, doit donc dans les Colonies, fixer les premiers regards du législateur, non-seulement par devoir et par piété, mais encore, comme un puissant auxiliaire des lois civiles et politiques, relatives aux devoirs respectifs des maîtres et des esclaves. Car c'est surtout par le frein de la Religion et les consolations qu'elle offre, qu'on peut maintenir des esclaves ignorans, superstitieux, en général, également insensibles à l'honneur, à la honte et aux châtimens. C'est par la sublimité de sa morale, qu'on peut adoucir leur situation, en rappelant sans cesse à leurs maîtres, que s'ils ont des droits à exercer, ils ont des obligations et des devoirs à remplir ; que si leurs esclaves doivent trouver en eux des maîtres, ils doivent y rencontrer aussi des pères doux, humains et justes.

Mais, pour que le clergé puisse remplir cette haute destination, et exercer cette grande influence nécessaire pour raffermir la constitution coloniale civile et politique, et tempérer ce qu'elle peut avoir de rigoureux, les lois, le gouvernement et les colons, ne sauraient entourer le sacerdoce des colonies de trop d'égards, de trop de distinctions, de trop d'honneurs, et éloigner avec trop de soins tout ce qui peut le déconsidérer.

Loin de là, tout semble avoir été fait dans les Colonies, pour diminuer et détruire le respect que l'on doit aux ministres du culte.

Tout en rendant justice en général à la bonne composition actuelle du clergé de la Guadeloupe, nous ne pouvons nous empêcher de faire remarquer cependant, que la France a mis quelque fois, avant comme après la révolution, trop peu de sévérité dans le choix des prêtres qu'elle a envoyés dans ses possessions coloniales, dont plusieurs dès lors, y ont été plus nuisibles qu'utiles.

Les uns, trop jeunes et manquant de cet esprit de tolérance que donne la connaissance du monde et des hommes, se sont parfois livrés à tous les écarts d'un zèle aveugle et trop ardent.

D'autres, de l'éducation la plus commune, de l'enveloppe la plus grossière, privés de cette supériorité de lumières qui commande la considération, n'ont déversé que du ridicule ou de l'odieuse sur le clergé, qui a besoin dans les Colonies, plus que dans tout autre pays, d'être entouré de tant de vénération.

Les préfets apostoliques ont cru malheureusement devoir dans un temps, à cause de la pénurie de sujets, y employer des prêtres étrangers, dont quelques uns sont devenus l'objet du scandale public, avant d'être reconnus plus tard pour avoir été chassés des lieux voisins et du continent de l'Amérique, comme coupables de séduction et d'incontinence.

Les lois et ordonnances, en établissant des tarifs pour les droits curiaux, au lieu d'attacher à chaque cure des émolumens fixes, ont fait naître de fréquentes discussions d'intérêts, quelque fois violentes, et toujours inconvenantes et scandaleuses, entre les paroisses et leurs pasteurs.

Ces mêmes réglemens, et l'usage, en autorisant les prêtres à percevoir des offrandes et le produit casuel de leurs fonctions, et à fournir les objets nécessaires pour les cérémonies religieuses, ont été cause que quelques uns d'entre eux se sont livrés à la cupidité la plus sordide, et à une coupable simonie ; qu'ils ont eu un intérêt direct à entretenir la superstition des nègres, afin de l'exploiter à leur profit, et qu'ils ont pu parvenir ainsi à se créer en peu de temps, des fortunes scandaleuses comme prêtres ; fortunes que quelques-uns même n'ont pas rougi d'augmenter par l'usure.

Ces facilités de s'enrichir dans des places qui doivent être plus respectables que lucratives, a altéré quelques fois les principes vertueux et accoutumés dans de modestes cures en France, à s'imposer des privations journalières dont le sacrifice tournait au profit de leurs mœurs. L'opulence dont ont joui, peu de temps après leur arrivée dans la Colonie, les exposés à perdre les vertus de leur état, l'humilité et la modération.

D'autres y ont trouvé des écueils d'autant plus dangereux pour leurs mœurs, qu'ils étaient plus jeunes et dans l'âge ar-

* voir le numéro 49.

dent des passions, que la tentation est fréquente et violente, surtout sous un climat brûlant, et que l'isolement dans lequel les prêtres vivent aux Colonies, le défaut de surveillance de leurs supérieurs toujours éloignés, leur assurent en quelque sorte, l'impunité de leurs fautes.

Cette facilité à parvenir à la fortune est cause également, que les curés ne passent en général que peu d'années dans les Colonies et les paroisses qu'ils y desservent; que pendant ce court séjour, ils ne peuvent y jouir de cette grande influence, et de cette haute considération qui leur sont nécessaires pour être utiles à la religion et aux Colonies; influence et considération qu'on ne peut acquérir que lentement, et par la pratique constante pendant de nombreuses années, des devoirs et des vertus que la religion qu'ils prêchent commande.

Telles sont les nombreuses causes qui ont fait déconsidérer le clergé dans ce pays, et l'ont empêché de remplir sa haute destination, c'est-à-dire, d'affermir et d'adoucir le système colonial.

Que doit faire le Gouvernement pour le rendre vénérable aux yeux de tous, et en conséquence lui donner toute l'influence qui lui est nécessaire? Remédier à tous les vices d'organisation de son personnel que nous avons signalés, et établir sur d'autres bases, ses intérêts temporels.

Ainsi que la France n'envoie à l'avoir dans les colonies, que des ecclésiastiques distingués par leur esprit, leur savoir, la sévérité de leurs mœurs, leur zèle, leur tolérance, et sachant éviter dans le monde un trop grand rigorisme et une indulgence extrême.

Qu'à toutes ces qualités ils joignent une grande simplicité dans les manières, beaucoup d'aménité et de bonhomie dans le caractère, afin de se mettre facilement à la portée de toutes les classes et de tous les individus.

Que les préfets apostoliques, avant de faire desservir une paroisse par les prêtres qui leur sont envoyés de la métropole, leur fassent faire un noviciat près d'eux, ou près des curés les plus recommandables, afin de leur faire connaître pendant ce temps, la langue nègre, les colonies, leur constitution civile et politique, les mœurs et le caractère de leurs habitants et la conduite qu'ils doivent y tenir, pour être utiles au pays et à sa religion.

Qu'afin de rendre plus facile ce noviciat, les préfets apostoliques, aidés de quelques prêtres et colons distingués fassent un corps d'instructions pastorales de peu d'étendue, d'une grande simplicité d'expressions, sur les principaux devoirs que tous les individus ont à remplir envers Dieu, envers eux, et envers ceux que la loi a placés au-dessus et au-dessous d'eux. Je n'ai pas besoin de faire remarquer avec quelle extrême circonspection ces instructions doivent être rédigées.

Que sans proscrire entièrement les sermons pompeux, on les rende plus rares, puisqu'ils sont en général peu écoutés par les uns, et qu'étant mal interprétés par les nègres et autres gens sans instruction qui ne peuvent en comprendre le langage figuré, ils peuvent devenir quelque fois très dangereux; que ces sermons soient donc remplacés par une instruction pastorale, faite en langue nègre, à la messe des esclaves qu'il serait urgent de rétablir. (1)

Que pour prévenir des discussions d'intérêts entre les paroissiens et leurs pasteurs, on abolisse le produit casuel de leurs fonctions et qu'on le fasse percevoir ainsi que les autres frais du culte par les bureaux de fabrique, qui doivent également être chargés de fournir les objets nécessaires aux cérémonies religieuses.

Qu'on proscrive ces offrandes dites volontaires, mais qui deviennent obligées par la force de l'usage, et qui sont offensantes et humiliantes pour le clergé. Le prêtre, dira-t-on, doit vivre de l'autel! d'accord. Mais ses moyens d'existence doivent lui être assurés d'une manière plus conforme à la dignité de ses fonctions, et non pas par des aumônes déguisées et par le commerce honteux des devoirs de son ministère.

Que le gouvernement mette entièrement les frais du culte à la charge des paroisses, que chacune d'elles fixe en conséquence, suivant son étendue et son importance, les émoluments de son curé, et qu'elle les établisse sur de larges bases, afin que ceux qui prêchent l'aumône et la bienfaisance, aient les moyens de les exercer; et qu'en outre, après de nombreuses années passées sous un climat homicide, ils y acquièrent pour leur vieillesse, les moyens d'une existence indépendante.

Que les prêtres surtout se rappellent qu'ils doivent non seulement prêcher le précepte, mais encore donner l'exemple des vertus chrétiennes, et se garantir de tout vice, parce que le malheur de leur situation veut que le scandale accompagne toujours leurs fautes, tous les regards étant attachés sur eux; qu'ils n'oublient point que leurs mœurs concourent principalement à former les mœurs publiques et que les exemples de colère, d'orgueil, de cupidité, d'avarice, etc. etc. qu'ils ont le malheur de fournir étant à ces vices une partie de leur honte et de leur ignominie, servent quelque fois de moyens de justification aux autres hommes.

Que toutes les autorités et les notabilités coloniales ren-

(1) Lorsque je dis la messe des esclaves, ce n'est pas que j'entende par là, les empêcher de continuer d'aller aux autres messes, mais, c'est afin qu'après toutes les places de l'église leur étant abandonnées, un plus grand nombre d'entre eux puisse assister à cette cérémonie chrétienne, ainsi qu'à l'instruction qui la suit; et que tous les planteurs puissent y envoyer une partie de leurs esclaves.

dent le clergé vénérable, en l'entourant de toute espèce d'égards et de distinctions, pour lui attirer la considération et le respect des autres classes. Car on ne doit pas oublier que dans l'esprit de la multitude, la religion se confond bien souvent avec ses ministres; qu'elle est d'autant plus élevée dans sa pensée que les prêtres y occupent une place plus éminente, et que plus ils sont vénérables aux yeux du peuple, plus leurs enseignements et leurs conseils ont de force et d'empire sur son esprit.

Qu'enfin les planteurs favorisent de tous leur moyens, l'instruction chrétienne de leurs ateliers; qu'ils leur en donnent l'exemple dans leurs familles, et bientôt l'on verra les mœurs des esclaves s'épurer; les crimes dont ils se souillent dans l'ombre, et qui échappent à l'investigation des tribunaux, cesser; leurs mariages se multiplier, leur population augmenter, les soins de famille mieux remplis, leur fidélité et leur obéissance, mieux assurées.

C'est ainsi que la religion et ses ministres étant vénérés dans les colonies, deviendront le fondement et le plus ferme appui de leur constitution, et qu'en en corrigeant les vices et les abus, dans l'intérêt de la morale publique, ils en diminueront les dangers et contribueront au bonheur et à la sûreté de toutes les classes. (2)

(2) Cette grande influence du clergé ne saurait être dangereuse; ses abus, s'il en survenait, pouvant être réprimés immédiatement par les gouverneurs des colonies. Que les lois autorisent à renvoyer en France, ou à révoquer les ecclésiastiques dont les mœurs, la conduite ou la négligence à remplir les devoirs de leur ministère, blessent la religion, ou troubleraient l'ordre public. Mais en usant de cette sévérité, il faut toujours dans l'intérêt de la religion, éviter l'éclat, afin de prévenir le scandale, sur des matières aussi délicates.

NOUVELLES SCIENTIFIQUES.

COURANTS

SOUS-MARINS DANS LA MÉDITERRANÉE.

On sait que la Méditerranée reçoit constamment de l'Atlantique, à travers le détroit de Gibraltar, une énorme quantité d'eau qui sert, avec celle qui lui arrive par les fleuves, à remplacer ce qu'elle perd par l'effet de l'évaporation. Dans cet éternel renouvellement, l'évaporation n'enlève que de l'eau douce, tandis que les courants n'apportent que de l'eau salée; comment se fait-il donc que la composition de cette mer ne varie point, et qu'elle reste sensiblement la même que celle de l'Océan? L'idée qui se présente naturellement, c'est que l'exces de sel est à chaque instant emporté par un contre-courant inférieur.

Si ce contre-courant existe, comme il n'emporte qu'une partie de l'eau qui est entrée, puisque l'autre s'en est allée par l'évaporation, et que cependant il doit emporter tout le sel, il faut qu'à volume égal, il en contienne beaucoup plus que le courant supérieur: or jusqu'à présent on n'avait point trouvé la différence à laquelle on devait s'attendre entre les couches superficielles et les couches profondes, leur composition au contraire étant sensiblement la même. Le docteur Marcet, qui s'est tant occupé de ces sortes de questions, présuma que ce défaut d'accord entre les résultats de l'observation et ceux du raisonnement pouvait tenir à ce que l'on avait pas encore pénétré à assez grandes profondeurs. Il chargea, en conséquence, le capitaine Smith, employé à cette époque à des travaux hydrographiques dans la Méditerranée, de lui procurer des échantillons pris aux plus grandes profondeurs auxquelles il serait possible de parvenir. M. Smith s'acquitta avec empressement de cette commission; mais le docteur Marcet étant mort sur ces entrefaites, les échantillons recueillis furent dispersés. M. Wollaston parvint cependant à en recouvrer trois. Les deux premiers ne lui offrirent point une composition différente de l'eau de mer ordinaire; mais le troisième, pris à une plus grande profondeur (670 fathoms, environ 1225 mètres), et à 50 milles seulement en deçà du détroit, contenait une quantité de sel quatre fois plus considérable que l'eau de la surface. Un contre-courant ainsi composé, si on lui suppose même largeur et même profondeur qu'au courant supérieur, n'aura besoin que du quart de la vitesse de ce courant pour emporter une quantité de sel égale à chaque instant, et empêcher ainsi une augmentation de salure. Le résultat serait tout semblable si, la vitesse étant la même, le cours d'eau inférieur avait seulement le quart du volume du courant supérieur.

LITTÉRATURE.

Extrait d'un essai sur la tragédie, par M. BENJAMIN-CONSTANT.

En donnant cet extrait, nous ne louerons ni la sagacité si fine, si spirituelle, si pénétrante de l'auteur, ni son style, toujours clair sans mollesse, vif sans saccades, distingué sans recherche. Ce sont d'ailleurs des qualités si généralement reconnues dans M. Benjamin-Constant qu'il y aurait quelque naïveté à les citer comme une découverte, ou quelque injustice à les signaler comme une nouveauté.

Nous ne référons nos lecteurs à ce chef-d'œuvre de composition que dans le dessein de leur faire apercevoir l'esprit profondément politique qu'il respire; esprit qui évidemment tend à convertir la tragédie en un puissant levier adapté aux vues de liberté nationale.

« Venons au troisième ressort tragique, qui n'a encore été qu'à peine essayé, l'action de la société sur les passions et les caractères.

Lorsque l'homme, faible, aveugle, sans intelligence pour se garder, sans armes pour se défendre, est, à son insu et sans

son aveu, jeté dans ce labyrinthe qu'on nomme le monde, ce monde l'entoure d'un ensemble de circonstances, de lois, d'institutions, de relations publiques et privées. Cet ensemble lui impose un joug qu'il ignore, qu'il n'a pas consenti, qui pèse sur lui comme un poids préexistant, et contre lequel, quand il apprend à le connaître, et qu'il sent le fardeau, il ne lui est donné de combattre qu'avec une inégalité marquée et de grands dangers.

Il est évident que cette action de la société est ce qu'il y a de plus important dans la vie humaine. C'est de là que tout part; c'est là que tout aboutit: c'est à ce préalable, inconnu, qu'il faut se soumettre, sous peine d'être brisé. Cette action de la société décide de la manière dont la force morale de l'homme s'agit et se déploie. En conséquence, ce que Diderot dit, dans un sens très-étroit et uniquement applicable à la comédie, des diverses conditions, doit se dire, avec beaucoup plus de vérité, de l'action de la société, prise dans son ensemble; la passion et le caractère sont des accessoires: l'action de la société est le principal.

Ceci n'est point un simple changement de rédaction, une de ces subtilités de paroles, à l'aide desquelles on rajeunit des idées reçues; c'est un principe qui, à l'avenir, influera toujours plus essentiellement sur les succès dramatiques.

Si vous choisissez un état de société dans lequel l'espèce humaine ne puisse absolument jamais se trouver, une action de la société qu'elle ne puisse désormais, dans aucun cas, exercer sur l'individu, le talent que vous apportez à peindre la force morale luttant contre cet état ou cette action de la société vous servira peu. De beaux passages obtiendront des applaudissements partiels, une poésie harmonieuse ou sublime captivera momentanément des oreilles séduites; mais il n'y aura rien de durable dans les émotions, parce que vous n'aurez placé l'homme dans aucune des situations dans lesquelles l'ordre social le place, et qu'il ait à craindre ou à désirer.

Ce n'est point à dire qu'il faille se borner à la peinture de la société contemporaine. Le propre de l'art est de transporter l'homme dans des situations où il n'est pas. Mais encore faut-il que ces situations tiennent par quelque côté à celles où il peut se trouver. Corneille, par exemple, ne peignait pas précisément l'état de la société au moment où il écrivait; mais le républicanisme et les troubles de Rome n'étaient pas complètement étrangers à l'état social qui avait remplacé la Ligue, et s'était perpétué sous la Fronde.

Fondez au contraire, aujourd'hui, une tragédie sur la fatalité des anciens: vous échouerez infailliblement. Racine n'a pas échoué. Pourquoi? C'est que, bien que la fatalité des anciens ne se rattache point aux croyances modernes, Racine la présentait au public français escortée de l'éclat de la mythologie grecque, qui était, pour la première fois, offerte sur le théâtre, en vers harmonieux et sous des formes majestueuses. L'enthousiasme pour les trésors de l'antiquité, mis nouvellement en circulation, avait passé de la classe érudite à la classe élégante. C'était, en quelque sorte, un ordre social idéal qui éclipsait momentanément l'ordre social matériel. Voyez cependant quels obstacles Racine même a rencontrés. Lisez les jugemens que portait sur lui M^{me} de Sévigné, qui représentait certainement une grande partie du public, cette partie du public pour laquelle la mythologie grecque n'avait rien de sympathique. Que reprochait-on à Phèdre dans le fameux sonnet qui eut tant de vogue? De dire des vers auxquels personne n'entendait rien. En effet, beaucoup de gens n'entendaient rien à cet exposé magnifique d'un système sans affinité avec l'ordre habituel de leurs idées. Et pourtant la mythologie grecque s'était identifiée avec les idées de cour et de fêtes. Louis XIV aimait à voir les dieux et les déesses de l'Olympe danser des ballets en son honneur. Privée à la fois de cet appui factice et de tout lien naturel avec nos conceptions religieuses, cette mythologie nous est non-seulement étrangère, mais elle est usée. Le prestige est dissipé, et l'admiration qu'excitent en nous Phèdre et Iphigénie tient, d'une part, au talent unique du poète inimitable, de l'autre, à ce que cette admiration est traditionnelle. Le sujet nuit à l'intérêt, plutôt qu'il ne lui sert.

Nous avons dans notre ordre social actuel et dans ceux qui l'ont précédé, et qui l'arboisent, nous avons dans l'action que la société a exercée, et qu'elle exerce encore, comparée aux penchans, aux droits et aux besoins de notre nature, des ressorts suffisamment dramatiques. Je ne veux point les énumérer ici. On prendrait pour une satire de la société ce qui ne serait qu'un exposé de faits. Il y a des choses qui, dans un état donné, sont indispensables, et qui ont cependant un côté odieux. Par exemple, se mettre deux contre un est aux yeux des sentimens naturels une lâcheté. La société se met un million contre un, au nom de la justice. Cela est nécessaire pour le maintien de l'ordre; et il serait fâcheux, dans beaucoup de cas, qu'il en fût autrement. Mais on conçoit que, si l'on choisit un ordre social qui impose aux individus des lois injustes ou oppressives, cette réunion de tant de forces pour assurer l'obéissance à ces lois, cette conspiration de tant de têtes, pour faire tomber une seule tête, cette coopération de tant de bras armés de haches contre deux bras sans armes et enchaînés, cette société qui ôte la vie qu'elle ne saurait donner, qui ne peut créer une seule existence, mais qui peut en briser par centaines, et qui les brise, ayant pour logique le glaive, quand son humanité toutefois le substitue à la roue et à l'écartèlement, formeront un tableau capable d'intéresser, et surtout d'étonner. Il est même à remarquer que ce sont des émotions de ce genre qu'excitent plus spécialement les meilleures de nos tragédies. Le personnage de Britannicus nous intéresse peu en réalité. Ce qui produit un effet immense dans la pièce qui porte ce nom, ce sont les discours d'Agrippine, ceux de Narcisse, tout ce qui peint l'ordre social qui pesait sur Rome. Les deux vers:

Et ceux qui de la cour ont un plus long usage

Sur les traits de César composent leur visage,

nous indignent et nous font frémir, comme nous rappelant une vérité contemporaine de tous les siècles, tandis que les amours de Junie nous laissent assez froids.

De là découle un précepte qu'il est essentiel de ne pas perdre de vue. Il faut fixer l'attention du spectateur sur l'action de la société, encore plus que sur le caractère ou sur la passion.

de celui qu'elle opprime. Ce n'est pas sans doute qu'il ne faille que le caractère ou la passion intéressent, mais il y a une mesure, une proportion que le génie doit deviner, plutôt que la parole ne peut les définir. Si vous vous occupez trop exclusivement de la peinture de la passion ou du développement du caractère, ou du moins si vous ne ramenez pas sans cesse la pensée, de l'individu à l'état social, vous nuisez à l'effet; vous rentrez dans le genre de composition dramatique épuisé par vos devanciers. C'est l'ensemble qu'il faut retracer, en même temps et aussi fortement que la figure isolée qui doit dominer sur le premier plan. Si cette figure isolée brillait de couleurs tellement éclatantes, que l'ensemble fût rejeté dans un lointain obscur et confus, ce ne serait plus à l'action de la société, ce serait à l'individu seul que l'attention s'attacherait. L'impression de l'ensemble serait amoindrie.

Maintenant, prenons des exemples, ils expliqueront mieux ma pensée. Transportons-nous dans un de ces pays heureusement loin de l'Europe, mais qui se croient civilisés comme elle, parce qu'ils ont ses vices, et où l'ordre social consacre l'esclavage, où une race se prétend propriétaire d'une autre race, et calcule ce que lui rapportent les souffrances, les tortures, l'agonie, la mort de la race proscrite. Plaçons au milieu de cet état de société l'une de ses victimes, luttant pour le détruire, soit afin d'affranchir ses compagnons de misère, soit parce qu'un amour, que cette société proclame coupable, pousse le téméraire à briser les barrières qui le séparent de l'objet aimé: vous aurez, certes, des effets tragiques; mais ces effets seront d'autant plus tragiques, que vous observerez plus scrupuleusement la règle que j'ai posée. Ce n'est pas seulement l'individu, c'est l'action de la société qu'il faut peindre, ces institutions de fer, ce régime de sang, ces juges-bourreaux, ces maîtres impitoyables, tout cet arsenal de la force publique écrasant un seul malheureux, parce que sa couleur est différente; ces marchands parlant d'être qui sont leurs semblables, comme d'une cargaison avariée; la corruption s'étendant à la fois sur la race féroce et sur la race avilie; la nature humaine dégradée également par la tyrannie et par la servitude; ces esclaves complices de ceux qui furent leurs acheteurs et qui sont leurs fléaux; ces délateurs encore meurtris du fouet et des chaînes et trahissant leurs frères; la pitié abjurée ou plutôt ignorée dans la naïveté de la barbarie; tout ce que les cannibales ont d'épouvantable, tout ce que la civilisation a d'hypocrite. Quel que soit le dénouement, soit que les oppresseurs périssent dans les flammes, soit que les opprimés succombent, les représailles étant ajournées, le tableau d'un tel état social, et il existe, d'une telle action de la société, et elle s'exerce, pénétrerait plus avant dans les âmes que le délire d'une passion, ou la peinture exclusive d'un caractère.

Cet exemple ne suffit-il pas? prenons l'état et l'action de la société sous une autre zone.

Une population inoffensive et rassemblée dans une plaine écartée, ou dans un vallon que des montagnes et des forêts débordent aux regards. Des femmes, des enfants, des vieillards, se pressent les uns contre les autres, comme pour se protéger. Leur courage pacifique est mêlé d'inquiétude. Ils savent le danger, mais leur croyance ordonne, ils le bravent: ils prient et ils tremblent. Un homme est au milieu d'eux, plus spécialement dévoué au supplice, s'il est découvert. La parole qu'ils croient de Dieu descend de ses lèvres. Les cantiques s'élèvent aux cieux. Soudain le pieux asile est cerné. Des soldats paraissent; des courtisans les guident. Ils ont quitté momentanément les fêtes du palais pour présider au massacre. Les fugitifs sont poursuivis. Chaque victime est un hommage que le zèle des serviteurs veut déposer aux pieds du roi; car des honneurs sont leur récompense, les biens des proscrits leur salaire: ils les achètent, ou le roi les leur donne, et ils se les partagent. Les vieillards cependant sont jetés dans les fers, les agonisants traînés sur la claie, les femmes battues de verges, les enfants enfermés, pour être convertis par les bourreaux de leurs pères; le pasteur envoyé aux galères, au gibet, s'il n'apostasie; et s'il a résisté, il périt sur la roue. On en cause, par intervalle, à la cour, avec distraction, comme de la guerre du Turc, moins que du séjour des Stuarts à Saint-Germain, et tout à travers les amours, les pompes et les divertissements. Chacun raconte le huguenot que le roi lui a donné, et le monarque, entre l'adultère et la dévotion, entre ses concubines et son confesseur, s'applaudit d'avoir rétabli dans son royaume la pureté de la foi. Voilà, je le pense, un état de société qui peut fournir à la tragédie. Mais ici une observation déjà faite doit être reproduite. Le sujet de *l'Honnête Criminel* est à peu près celui que j'indique; mais l'auteur a voulu concentrer l'intérêt sur un héros. Il a combiné, de la philosophie et de la pitié filiale. Il n'a peint ni une époque, ni un état social, mais un dévouement individuel. Même à l'égal, la pièce de Fenouillet de Falbaire aurait aujourd'hui bien moins de succès que les *Barricades* ou la *Jacquerie*. Les masses sentent qu'elles ont pris rang; elles veulent se voir sur la scène, elles ou leurs prédécesseurs. Les individus ne sont que le prétexte, l'occasion, l'accessoire.

Pour faire encore mieux ressortir ma pensée, je choisirai un dernier exemple, plus frappant peut-être que les précédents, parce qu'il est historique, et que je n'ai besoin d'y ajouter ni une parole, ni une circonstance de mon invention; et pour n'être suspect d'aucune intention hostile, je transcrirai le fait dans les expressions propres des mémoires du tems.

BENJAMIN CONSTANT.

(La suite au prochain numéro.)

(REVUE DE PARIS.)

MÉLANGES.

ENTREVUE

DE

CASANOVA DE SEINGALT

AVEC LE GRAND PRÉFÉRIC.

.....J'arrive au rendez-vous à l'heure dite, et aussitôt je vois paraître le roi, accompagné de Cot, son lecteur, et d'une petite levrette. A peine m'a-t-il aperçu qu'il s'avance vers moi, d'un air bourru son chapeau en me nommant par mon nom,

et me demande d'une voix de tonnerre ce que je lui veux. Étonné d'une semblable réception, je le regarde, et ne sais que lui répondre. — Eh bien! reprend-il, parlez; n'êtes-vous pas la personne qui m'a écrit? — Oui, sire, pardon, je ne croyais pas que la majesté du roi pouvait m'étonner à ce point; et c'est à quoi je ne m'exposerais plus. Milord Maréchal eût dû m'en prévenir. — Il vous connaît donc? Allons, faisons un tour de promenade. Comment trouvez-vous ce jardin?

Dans le moment même où il me demandait ce que j'avais à lui dire, le voilà qui m'ordonne de lui parler de son jardin. A toute personne ordinaire j'aurais répondu que je ne m'y connaissais pas; mais je ne pouvais pas décemment donner un tel démenti à un grand roi qui me prenait pour un amateur des jardins. J'aimai mieux courir le risque de faire preuve de mauvais goût en ce genre, et je lui répondis, en conséquence, que je trouvais ce jardin magnifique?

Mais, reprit-il, les jardins de Versailles sont encore beaucoup plus beaux? — Incontestablement, sire! ne serait-ce que grâce à leurs eaux. — C'est vrai; mais s'il manque ici de l'eau, ce n'est pas ma faute; j'ai dépensé successivement trois cent mille thalers pour m'en procurer un peu. — Trois cent mille thalers! si votre majesté les eût employés d'un seul jet, il devrait se trouver ici de l'eau. — Ah! je vois que vous êtes un ingénieur hydraulique?

Devais-je lui dire qu'il se trompait? c'était m'exposer à lui déplaire. Je me contentai de baisser humblement la tête: c'était ne dire ni oui ni non. Mais, Dieu soit loué! le roi n'entra pas plus avant dans les détails d'une science dont les premiers éléments m'étaient inconnus. Sans s'arrêter, le roi me demanda en quoi consistait la marine militaire de la république de Venise en tems de guerre? — En vingt vaisseaux, sire, et dans un grand nombre de galères. — Et les troupes de terre? — En soixante-dix mille hommes, tous indigènes, à ne prendre qu'un homme par village. — Cela n'est pas vrai. Vous voulez, à ce qu'il paraît, me faire rire avec une telle fable. Etes-vous financier? Que pensez-vous des impôts?

C'était le premier entretien que j'avais avec un roi. D'après le mode de ses locutions, ses réparties et la brusquerie de ses interpellations, je me figurai être appelé, en cette occasion, à improviser dans une comédie italienne, une scène dans laquelle le parterre sifflait lorsque l'acteur reste à court. Affectant donc l'air grave, le front sourcilieux et les gestes arithmétiques d'un profond financier, je répondis à sa majesté que je pouvais, si elle l'ordonnait, l'entretenir de la théorie des impôts. — Je le veux bien; car la pratique ne vous regarde pas. — Il existe, sous le rapport de leur effet, trois sortes d'impôts, qui sont: le premier nuisible, le second malheureusement nécessaire, et le troisième excellent. — Voilà un début qui me plaît! poursuivit-il. — L'impôt nuisible est celui qui est pour le roi; l'impôt nécessaire concerne le service de l'armée; l'impôt excellent est celui qui est levé en faveur du peuple. — Qu'est-ce que cela signifie?

Ici je dus reprendre un peu haleine, car je l'avais pris sur un ton un peu haut. — L'impôt destiné pour le roi, sire, est celui dont le produit est exclusivement réservé pour remplir sa cassette particulière. — Et cet impôt est toujours nuisible, dites-vous? — Indubitablement, sire; car il interromp la circulation du numéraire, l'âme du commerce et le nerf de l'État. — Mais vous considérez comme nécessaire l'impôt destiné au service des armées? — Il l'est malheureusement; car la guerre est sans contredit un fléau. — Cela peut être. Et l'impôt pour le peuple? — Est toujours excellent; car le roi reçoit d'une main de ses sujets ce qu'il reverse de l'autre dans leur sein, par le bienfait d'institutions et d'établissements utiles, qui ont pour but leur bonheur et leur prospérité. — Vous connaissez sans doute Calsiabi? — Je dois le connaître, sire; car nous introduisîmes, en commun, il y a sept ans, le système de la loterie de Gènes à Paris. — Et dans quelle classe rangez-vous cet impôt? car vous conviendrez avec moi que la loterie est un impôt. — Indubitablement, sire; mais c'est un impôt honorable, lorsque le roi en destine le produit à la création ou à l'entretien de quelque établissement utile. — Mais aussi le roi peut y perdre. — Une fois sur dix. — Peut-on compter suffisamment sur un tel résultat? — On le peut, sire, comme sur celui de tous les calculs de la politique. — Vous vous trompez étrangement. — J'en demande pardon à votre majesté: le résultat de ces calculs est presque infallible toutes les fois que la providence ne s'en mêle pas. — Il se peut que je pense la-dessus comme vous; mais je n'entends rien à votre loterie de Gènes. Au total, je la regarde comme une jonglerie, et je ne voudrais pas en entendre parler comme d'une spéculation, quand même j'aurais la certitude physique de ne pouvoir y perdre. — Votre majesté pense en sage; mais le peuple imprévoyant se laisse entraîner, à cet égard, par de séduisantes illusions.

Après cet entretien, dans lequel se peint le génie de cet illustre prince, la conversation se ralentit un peu; mais il me trouva constamment prêt à lui répondre. Enfin, il entre dans un double péristyle, s'arrête tout à coup, se place devant moi et me regarde fixement de la tête aux pieds, puis il réfléchit un instant, après quoi il me dit: Vous êtes un bel homme. — Est-il possible, sire, qu'après un si long et intéressant entretien, votre majesté puisse remarquer en moi une qualité que chacun de ses grenadiers a en commun avec moi?

La-dessus il me répondit en riant que, puisque lord maréchal Keith me connaissait, il lui parlerait de moi. Sur ce, il me salua en ôtant son chapeau, politesse dont il ne se dispensait jamais, ni envers qui que ce fut.

(Extrait des Mémoires de Casanova de Seingalt.)

ANNONCES.

AVIS.

Livres Français, Espagnols et Italiens.

BERARD & MONDON, Courtland-street, No. 3, à peu près les plus anciens libraires français des États-Unis, croient inutile de remplir habituellement les journaux de leurs annonces; cependant, ils pensent aujourd'hui devoir prévenir le public qu'ils continuent de recevoir régulièrement des livres d'Europe qu'ils vendront aux prix les plus modérés. Ils ont toujours dans leur magasin un très-grand assortiment de livres à l'usage des écoles, de stéréotypes de Didot et d'Héran qu'ils vendront aux mêmes prix et conditions que tous autres libraires pourraient offrir.

Classiques Français et autres, Stéréotype de Didot, in-18; à 25 cents le volume, en partie reçus et la balance attendue journalièrement par le soussigné, savoir:

300 Voltaire, Henriade. 1 vol.	25 Vertot, Histoire des Révolutions de Portugal. 1 vol.
20 — Romans. 3 vols.	25 St. Réal, Conjurations des Espagnols contre Venise. 1 vol.
75 — Siècle de Louis XIV. 5v	50 Bossuet, Oraisons funèbres. 1v.
50 — Charles XII. 1 vol.	75 — Discours sur l'Histoire universelle. 2 vols.
50 — Histoire de Russie, sous Pierre le Grand. 2 vols.	25 Flechier, Oraisons funèbres. 2v.
25 — Essais sur les mœurs. 8v	15 Beaumarchais, Oeuvres choisies. 3 vols.
20 J. J. Rousseau, Nouvelle Héloïse. 4 vols.	36 Massillon, Petit Carême. 1 vol.
10 — Emile. 3 vols.	10 Larocheffoucault, Maximes. 1v.
10 — Confessions. 4 vols.	50 Lesage, Gil Blas. 5 vols.
10 Montesquieu, Esprit des Lois. 5 vols.	15 Regnard, Oeuvres. 5 vols.
50 — Grandeur des Romains. 1 vol.	50 J. B. Rousseau, Oeuvres. 2 v.
25 — Lettres persanes. 2 v.	50 Pascal, les Provinciales. 2 vols.
10 — Oeuvres mêlées. 2 v.	
300 Lafontaine, Fables. 1 vol.	30 Tasso, Gerusalemme liberata. 2 vols.
25 — Contes. 2 vols.	25 — Aminta. 1 vol.
75 J. Racine, Oeuvres. 5 vols.	30 Cornelius Nepos. 1 vol.
50 Boileau, Oeuvres. 2 vols.	10 Phaedrus. 1 vol.
40 Labruyère, Caractères. 2 vols.	
75 Molière Oeuvres. 8 vols.	
75 P. et Th. Corneille, Oeuvres. 4 vols.	350 Virgilius. 1 vol. 37½ cts.
25 Vertot, Histoire des Révolutions Romaines. 4 vols.	100 Horatius. 1 vol. 37½ cts.

Foreign and Classical Bookstore,
CHARLES DE BEHR, Director,
105 Broadway, New-York,
32 South-sixth-street, Philadelphie.

SUPERBE TERRE

Sise en la Paroisse du Rapide, à quelques lieues plus haut qu'Alexandrie sur les deux rives de la Rivière Rouge: sur la rive gauche 54 arpens et quelques toises de front à la rivière; limites parallèles, formant une superficie de 2164 arpens, mesure française; toujours au-dessus des plus grandes crues des eaux de la rivière; terre qui peut être égale et assimilée aux meilleures de cet état. Et, vis-à-vis, sur la rive droite, terre de coteaux, pinère, formant 1625 arpens de superficie.

A vendre payable en quatre payemens égaux; le premier en signant l'acte de vente; les trois autres à la fin des mois de mars de 1831, 1832 et 1833. S'adresser chez le notaire L. CAIRE, à la Nouvelle-Orléans où un plan est déposé. 52. .8f

A VENDRE, PAR G. DESABAYE, dans son nouveau magasin, au coin de Park-Place et Broadway, les objets suivants:

- Au débarquement des navires De Rham, Fornosa et Charlemagne.
- 5 caisses Moutarde de Maille,
- 1 caisse Syrop de Vinaigre,
- 1 caisse Abricots Pêches, Fraises, Framboises, Groseilles et Cerises fraîches.
- 1 caisse Truffes sèches et à l'huile,
- 50 boîtes Sardines à l'huile de Nantes,
- 1 caisse Fruits au vinaigre de Maille.
- 3 meules fromage de Gruyère,
- 25 caisses fromage pâte gassé;
- 15 caisse vermicel et macaroni Italien.

EN MAGASIN,

- Curaçoa d'Hollande, Anisette de Hollande et de Bordeaux,
- Elixir de Garus, Noyau, Parfait Amour, etc. etc.
- Thés, Sucres, Epices, Cafés, etc.
- Assortiment général des meilleurs Rums de la Jamaïque, de Grenade, d'Antigua, de Ste.-Croix, Gin de Hollande, etc.
- Provisions de navires de toute espèce.
- Chaque article sera porté gratis dans les maisons.
- 3 caisses Liqueurs fines,
- 5 caisses Kirchenwaser et Absynthe Suisse.
- 25 caisses Syrops à l'anana, orange et tamarinds,
- 1 caisse Syrops de Vinaigre à la framboise et à la mère,
- 3 caisses Gelée de Goyave.

PAQUEBOTS DU HAVRE,

1ère et 2de ligne, ou LIGNE de la MALLE.

Les propriétaires destrois-mâts composant ces deux lignes, expédieront un navire d'ici et du Havre, exactement les 1er, 10 et 20 de chaque mois, durant l'année. Ainsi de ce port feront voile,

CHARLEMAGNE, 1e février.

CHARLES CARROLL, 10 février.

Tous ces navires sont de première classe, et commandés par des capitaines expérimentés. Leurs emménagements sont élégants et aussi commodes qu'on le peut désirer. Le prix d'une traversée dans la chambre est fixé à \$140, pour lequel on fournira lits complets, vins et abondantes provisions.

Les marchandises envoyées aux agents à New-York seront chargées sans droits de magasin et sans autres frais que ceux qu'elles paient actuellement. S'adresser pour fret ou passage, à Rouen et au Havre, M. E. Quesnel l'aîné; et à MM. Bonaffé, Boisgérard et Cie.; à Paris, à M. J. W. Storrow fils, rue Bergère, No. 7 bis; New-York, à MM. CRASSOUS & BOYD, agents.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica..... 36 cents.	Small Pica..... 38 cents.
Long-Primer..... 40	Brevier..... 56
Bourgeois..... 46	Minion..... 70
Nonpareil..... 90	Pearl..... \$1 40
Diamond..... \$2.	

A six mois de crédit, ou à 7½ pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. Hagar et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite *Washington Press*, qu'ils vendront à un prix modéré.

Le Courrier de la Louisiane voudra bien insérer l'annonce ci-dessus et envoyer son compte à W. Hagar et Cie.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit: à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis, à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.